

Autour du 20 juillet 1944 (3)

Les coteries. Leurs tentatives de coup d'État et leurs actions

Les opposants étaient désormais divisés en deux grandes coteries : l'une – la plus nombreuse – se bornait à la critique négative habituelle des mesures introduites par le nouveau système, au colportage de toutes sortes de rumeurs et de bobards et à des disputes mesquines avec les fonctionnaires du Parti et des organisations du Parti. Dans certains cas, il se forma des groupes d'opposants qui passaient leur temps à réfléchir à une multitude de plans pour entraver ou combattre effectivement le système, sans jamais passer à l'action.

Dans l'ensemble, toutes ces tentatives ne présentèrent aucun danger pour le système et ne causèrent aucun préjudice à l'État. Certes, il aurait mieux valu que ces groupes se livrent à une critique positive ou tirent le « signal d'alarme » avec prudence dans l'intérêt de la patrie. Mais, dans tout État, le gouvernement doit s'attendre à ce qu'une certaine partie de la population adopte une attitude négative à son égard, sans pour autant qu'elle mette en péril la survie du système de gouvernement en question.

L'autre coterie, bien qu'inférieure en nombre, exerça une influence beaucoup plus grande. Elle était composée de politiciens influents et de militaires de haut rang qui soit étaient déjà retirés du service actif et avaient donc soif d'action, soit étaient toujours en poste et, parce qu'ils souffraient d'un manque de reconnaissance, se tournaient vers l'activité politique. C'est dans ce cercle que se forma un petit groupe de personnes qui prirent une part active à l'opposition. En ce qui concerne les politiciens, il s'agissait du secrétaire d'État E. von Weizsäcker, des frères Kordt Schacht, Erich et Theo (le premier occupait un poste clé au ministère des Affaires étrangères, le second à l'ambassade d'Allemagne à Londres), de Schacht et du Dr Karl Goerdeler ainsi que de l'ancien officier de la Gestapo H. B. Gisevius, du Dr Josef Müller et de l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Rome von Hassel ; les militaires étaient les deux officiers d'état-major Beck et Halder, le chef de l'Abwehr, l'amiral Canaris et son bras droit, le major-général Oster ainsi que Fabian von Schlabrendorff, le major-général von Tresckow et le colonel comte von Stauffenberg.

Le domaine des affaires intérieures ne pouvait pas leur servir d'exutoire, car la méthodologie révolutionnaire nationale-socialiste ne permettait guère d'y gagner des lauriers, si l'on ne voulait pas se contenter de tirer sobrement le « signal d'alarme ». Le seul domaine où ils pouvaient réellement nuire au système, à savoir Hitler, était celui des affaires étrangères et c'est ce domaine qu'ils choisirent pour mener leur action. L'autre avantage que présentaient pour eux les affaires étrangères était que « les masses n'y entendaient rien » et qu'il était réservé à un cercle exclusif d'hommes triés sur le volet. Ceux-ci considéraient leurs activités d'autant plus importantes que, à leur avis, les affaires étrangères étaient

incompréhensibles non seulement aux « masses », mais aussi au gouvernement élu par ces « masses » (le peuple). Hitler, comme le joueur de flûte de Hamelin, pouvait inciter une majorité « irréfléchie » à lui donner ses voix, mais il en fallait plus pour conduire les affaires étrangères. Eux seuls étaient nés et qualifiés pour le faire ! Eux, l'élite ! Et comme il y avait quelque chose qui s'appelait la conscience et qu'elle se rappelait à eux de temps à autre, on avait créé les concepts de « paix mondiale » et d'« humanité », au nom desquels on pouvait faire des choses que l'on n'aurait jamais pu faire dans l'intérêt de la patrie.

Le principe directeur de ces messieurs était contenu dans la confession suivante, qui fut faite par le meilleur « expert » du cercle des conspirateurs, l'ancien secrétaire d'État au Affaires étrangères, von Weizsäcker, dans ses mémoires et dont il faut bien peser chaque mot : « Respectivement avant et pendant la guerre, je me suis toujours senti moralement tenu et obligé d'agir dans le dos de Hitler et de Ribbentrop pour transmettre à l'adversaire politique potentiel des informations politiques de nature à empêcher la guerre d'éclater ou de s'élargir, que ces informations aient été des secrets politiques ou non. Mon objectif était d'empêcher l'ennemi potentiel de devenir un ennemi effectif. »

Les « ennemis effectif » n'ont vraiment pas été gentils de le remercier de son aide précieuse et désintéressée par sept ans d'emprisonnement et il est dommage que le destin ne l'ait pas laissé vivre assez longtemps pour « savourer » le « succès » de ses entreprises. C'est ce qui arrive parfois quand on confond l'« époussetage » avec le « ponçage ».

En plus de conspirer en politique étrangère, ils travaillaient à leur autre grand projet : libérer le plus tôt possible par un petit meurtre le peuple allemand du Führer, qui étalait quotidiennement son incompétence en matière de politique intérieure et étrangère et qui, de toute évidence, ne songeait qu'à plonger le plus vite possible un monde pacifique et altruiste dans la guerre. Je m'abstiendrai de décrire leurs préparatifs en détail, car, Dieu merci, il existe de nombreux ouvrages sur ce sujet, où les héros se vantent de leurs actes. Il convient de remercier Monsieur Gisevius d'en avoir écrit un au risque de « faire perdre leur statut de héros à certains des protagonistes ».

Le chef de la conspiration était le chef d'état-major lui-même, Ludwig Beck qui avait démissionné en 1938 parce qu'il ne pouvait pas supporter Hitler, ce « caporal mégalomane ». Il n'avait pas apprécié que ses mémorandums politiques tendancieux n'aient pas retenu suffisamment l'attention (14). Comme il ne pouvait pas « rester dans la place », il eut vite soin de se trouver un successeur en la personne de Franz Halder. Il en résulta des projets détaillés de coup d'État et toutes sortes d'initiatives en matière de politique étrangère, qui sont résumés ci-dessous de la manière la plus claire et la plus concise :

En temps de paix :

1. Au cours de l'été 1938, le général Beck, alors chef d'état-major général, de concert avec son successeur, le général Franz Halder, le secrétaire d'État von Weizsäcker, le Dr. Karl Goerdeler, l'amiral Canaris et le colonel Oster, préparèrent un coup d'État pour la mi-septembre. Pour essayer d'obtenir de l'aide auprès de l'étranger, Beck informa le gouvernement britannique du plan et de ses grandes lignes. En août 1938, après une discussion avec Canaris, Beck envoya l'ancien chef de l'Union conservatrice, Ewald von Kleist-Schmenzin, en mission à Londres. Du 19 au 24 août 1938, Kleist y eut plusieurs entretiens avec Sir Robert Vansittart qui en rendit compte au gouvernement anglais. Il s'entretint également avec Lord Lloyd et Winston Churchill. De ce fait furent témoins, du côté allemand, le général Halder, le Dr Rud. Pechel et le Dr Hans-Bernd Gisevius et, du côté britannique, M. Jan Colvin (maison d'édition Gollancz, Londres) et Lord Halifax. Il est également confirmé par le témoignage de Halder à Nuremberg et devant la chambre de jugement de Munich ainsi que par les informations qu'il fournit à l'auteur du livre « Gespräche mit Halder ».

2. Le 5 septembre 1938, le secrétaire d'État von Weizsäcker chargea le docteur Theo Kordt, chargé d'affaires à Londres, d'informer le gouvernement britannique que le coup d'État aurait bien lieu. Le message fut transmis par Susanne Simonis. L'ordre fut donné dans la nuit du 5 au 6 septembre 1938 lors d'une réunion secrète entre le Dr Kordt et le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Halifax. De ce fait furent témoins, du côté allemand, le Dr. Theo Kordt, Susanne Simonis (actuellement au Département d'État à Bonn), le Dr. Erich Kordt et, du côté britannique, Philipp Conwell-Evans et Lord Halifax. Il est également confirmé par le Dr Kordt dans « Nicht aus den Akte » et par le secrétaire d'État von Weizsäcker dans « Erinnerungen ».

3. Peu avant l'exécution du projet de coup d'État, vers les 12 et 13 septembre 1938, le chef d'état-major général, le général Halder, chargea son confrère, le lieutenant-colonel Hans W. Boehm-Tettelbach, de se rendre à Londres pour en informer à nouveau le gouvernement britannique et lui demander son aide. Le message fut transmis à sir Robert Vansittart. De ce fait furent témoins, du côté allemand, le général de division H. W. Boehm-Tettelbach, le Général Franz Halder et, du côté britannique, Sir Robert Vansittart. Il est également confirmé par le témoignage de Halder à Nuremberg et devant la chambre de jugement de Munich.

4. Au cours de l'été 1939, le lieutenant-colonel Hans Boehm-Tettelbach fut à nouveau envoyé en mission à Londres par Halder et Canaris. De ce fait furent témoins, du côté allemand, le général de division H. W. Boehm-Tettelbach, le général Franz Halder et, du côté britannique, Sir Robert Vansittart ainsi que M. Jan Colvin.

5. Quelques semaines plus tard, vers août 1939, un autre officier d'état-major, le général comte Schwerin, se rendit à Londres, chargé de la même mission. De ce fait furent témoins, du côté allemand, le général de division H. W. Boehm-Tettelbach, le général Franz Halder et, du côté britannique, Sir Robert Vansittart ainsi que M. Jan Colvin.

6. En décembre 1938, le Dr Schacht informa Montagu Norman, président de la Banque d'Angleterre, de l'avancée des préparatifs du coup d'État et en particulier de la posture des généraux [allemands]. Le rapport fut soumis au gouvernement britannique. De ce fait furent témoins le Dr Schacht et le Dr Gisevius.

7. En août 1939, comme il l'avait déjà fait en 1937 et 1938, le Dr Goerdeler se rendit à Londres pour négocier avec des responsables du gouvernement britannique le soutien de la Grande-Bretagne au coup d'État. La preuve en fut apportée par Georg Alexander dans son article du Hannoversche Presse du 18 juillet 1947 intitulé « Entschleierter Mythos » et par le livre de Hans Rothfels « Die deutsche Opposition gegen Hitler ».

8. A la fin d'août 1939, Fabian von Schlabrendorff, auteur d'« Offiziere gegen Hitler », informa Winston Churchill et Lord Lloyd à Londres de la situation politique en Allemagne et des possibilités de coup d'État. Que Winston Churchill était au courant des projets de coup d'état de l'état-major allemand fut prouvé par son discours radiophonique du 17 octobre 1938 (cité par le Times le 17 octobre 1938, p. 16) ainsi que par Fabian von Schlabrendorff et Hans Rothfels dans l'ouvrage susmentionné.

En temps de guerre :

9. En octobre 1939, le secrétaire d'État von Weizsäcker muta le Dr Theo Kordt à l'ambassade d'Allemagne à Berne, avec mission expresse de prendre contact avec un homme de confiance de lord Halifax. Cet homme était M. Conwell-Evans. Ce fait fut certifié, du côté allemand, par le Dr Theo Kordt, le Dr Gisevius et, du côté britannique, par M. Philipp Conwell-Evans et fut relaté dans « Nicht aus den Akten » du Dr. Kordt.

10. Au cours des mois de février et de mars 1940, l'ambassadeur Ulrich von Hassell prit contact avec un intermédiaire de Lord Halifax à Arosa, en Suisse. L'intermédiaire était le gendre italien de von Hassell. Von Hassell en apporta la preuve dans « Vom anderen Deutschland ».

11. Au printemps 1940, un certain Dr Josef Müller, par ordre de Canaris et de Halder, prit contact avec un homme de confiance du gouvernement britannique à Rome. « Par son intermédiaire, il fut mis en contact avec Osborne, l'envoyé britannique au Vatican, puis avec Lord Halifax », commente Hans Rothfels, historien de l'opposition. Les discussions et les négociations portèrent sur le coup d'État en Allemagne et visèrent à obtenir l'accord du gouvernement britannique. Cet accord fut donné sous la forme du « rapport X », qui fut transmis au général Halder qui le transmit à son tour au général von Brauchitsch qui, selon le témoignage de Halder au procès devant la chambre de jugement, qualifia ces activités de « haute trahison ». De ces activités furent témoins le général Halder et le ministre de la Justice Dr. J. Müller. Elles furent relatées dans le livre de Jan Colvin « Chief of Intelligence » (Gollancz) et confirmées par le témoignage de Halder à Nuremberg et devant la chambre de jugement de Munich.

Il y eut bien d'autres projets et tentatives d'assassinat contre Hitler et les membres de son entourage (*). Il convient de mentionner ici l'offre que firent des généraux allemands [aux alliés] de « liquider » 300 000 nazis en deux semaines, s'ils s'engageaient à ne pas occuper l'Allemagne. Sir Samuel Hoare en témoigne dans « Gesandter dans la mission besonderer ».

Ces « politiciens de bon sens » portaient de l'idée simple que l'Angleterre, le moment venu, ferait preuve de fermeté envers Hitler et même lui ferait la guerre. Ils pensaient même que l'Angleterre ferait preuve de fermeté envers Hitler pour le forcer à démissionner et donc les amener, eux, les « meilleurs Allemands », au pouvoir. Ils se trompaient, car ils n'obtinrent pratiquement que des compensations négligeables et d'insignifiants témoignages de gratitude.

A cet égard, il convient de rapporter un récit que donne un des principaux protagonistes, von Schlabrendorff, dans son livre « Offiziere gegen Hitler » : « Avant la guerre, je suis moi-même allé en Angleterre, où j'ai rendu visite à Lord Lloyd, avec qui j'entretenais de nouveau des relations suivies grâce à un membre de notre groupe. Je lui avais annoncé que le déclenchement de la guerre était imminent et qu'il devait être provoqué par une attaque contre la Pologne, quelles que soient les propositions de médiation qui seraient faites. Par ailleurs, je lui avais dit que les efforts de l'Angleterre en Russie seraient contrariés par la conclusion imminente d'un traité entre Hitler et Staline. Hitler voulait assurer ses arrières par ce traité..Lord Lloyd m'a autorisé à transmettre les deux informations à Lord Halifax, alors ministre de l'Intérieur. Je n'ai pas hésité. Au même moment, j'ai eu un entretien à ce sujet avec Winston

Churchill. Il a eu lieu dans son domaine. J'ai engagé la conversation par ces mots : « Je ne suis pas un nazi, mais un bon patriote », un sourire est apparu sur son visage rond et il m'a dit : « Moi aussi. »

Et celui-ci, de M. Gisevius : « Pour montrer à quel genre de dangers s'exposaient les hommes responsables à cette époque, je ne prendrai qu'un cas, qui a fait beaucoup de bruit dans les rangs de la Résistance. D'un lieu neutre l'ambassade de Belgique recevait continuellement des avertissements au sujet d'une invasion imminente. Le diplomate concerné envoya à son gouvernement un télégramme d'une candeur stupéfiante, qui expliquait en substance pourquoi il ne fallait pas accorder foi à cette information. Elle émanait d'un haut gradé, ce qui laissait supposer qu'il s'agissait d'un leurre, car, dans le cas contraire, le messenger était un traître. »

Friedrich Lenz, *Der ekle Wurm der deutschen Zwietracht : Politische Probleme rund um den 20. Juli 1944*, chap. 3, Selbstverlag, 1952, traduit de l'allemand par B. K.

(14) par exemple, lorsque Hitler a demandé à Beck s'il croyait vraiment que l'armée française était supérieure à l'armée allemande, il lui a répondu, se fondant sur ses quarante années d'expérience militaire, que, en cas de guerre, l'armée française « ne ferait qu'une bouchée de l'armée allemande ».

(*) Près de cinquante attentats ou tentatives d'attentat, dont aucun sous fausse bannière, sont recensés et documentés dans « *Killing Hitler: The Plots, the Assassins, and the Dictator Who Cheated Death* » (Bantam Books, 2007) de Roger Moorhouse.